

# la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE  
ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>

## IL Y A VINGT ANS... ET DEMAIN

**E**n décembre 1997, *Le Monde diplomatique* publiait un éditorial intitulé : « Désarmer la finance ». Dénonçant la mondialisation du capital financier, qui contourne les nations et leurs États, corrompt la démocratie et met les peuples en état d'insécurité généralisée, il jugeait urgent de jeter des grains de sable dans les mouvements de capitaux dévastateurs. Il suggérait aussi de créer une association (Attac) destinée à promouvoir l'instauration d'une taxe sur les opérations financières spéculatives. À la surprise, sans doute, de ses initiateurs, cet appel a été largement entendu. Dans les semaines qui ont suivi, des milliers de citoyens, rejoints par plusieurs organisations et syndicats, se sont déclarés prêts à rejoindre l'association proposée. Ainsi est née Attac. C'était il y a vingt ans... Beaucoup de choses ont changé depuis, hormis ce qui avait motivé l'appel du *Monde diplomatique* : l'urgente nécessité de désarmer la finance, dont les effets destructeurs sur nos sociétés et nos vies ne cessent de s'aggraver. Cela a conduit Attac à étendre le champ de ses interventions à de nouvelles thématiques : l'évasion fiscale, les grands projets inutiles, la Communauté européenne – notamment la campagne contre le Traité constitutionnel européen –, l'environnement et le réchauffement climatique, les formes alternatives d'organisation sociale, etc. Parallèlement à ses activités initiales d'éducation populaire et de plaidoyer, Attac a engagé des actions de désobéissance civique, telles que le « fauchage de chaises » dans les agences des banques qui organisent l'évasion fiscale ou l'occupation de magasins Apple, champion toutes catégories de l'évasion fiscale. **Le 2 juin prochain, à partir de 12 h, Attac fêtera ses vingt ans de luttes à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, à Paris 20<sup>e</sup>. Nous espérons vous y rencontrer.** Comme nous espérons que vous viendrez débattre et préparer ensemble les mobilisations à venir à **l'Université d'été des mouvements sociaux, une université solidaire, citoyenne et rebelle, qui se tiendra du 22 au 26 août à Grenoble**, avec la participation de nombreuses organisations syndicales et associatives.

### CINÉ-DÉBAT

## « UNE IDÉE FOLLE »

Un film documentaire de Judith Grumbach (2017, 80 mn)

**jeudi 24 mai à 19h 30**

Centre d'animation Curial

16 rue Colette Magny, Paris 19<sup>e</sup>

Métro Crimée

**ENTRÉE  
LIBRE**

## NON AU TRI SOCIAL : UNE ÉCOLE DE QUALITÉ POUR TOUS !

**Projection suivie d'un débat sur la pédagogie et les réformes en cours, de la maternelle à l'accès à l'université, en présence d'enseignants du quartier (écoles maternelles, primaires et collège) et de parents d'élèves (Florence Grimberg, FCPE).**



« Tourné dans neuf établissements scolaires – publics et privés, de la maternelle au collège, aux quatre coins de la France –, *Une Idée Folle* pose la question du rôle de l'école au XXI<sup>e</sup> siècle. À quels défis les citoyens de demain vont-ils devoir faire face et comment les y préparer ? En cultivant l'empathie, la créativité, la coopération, la prise d'initiatives ou encore la confiance en soi et l'esprit critique chez les élèves, en parallèle des savoirs fondamentaux, les

enseignants de ces écoles font le rêve fou de former une future génération de citoyens épanouis et responsables qui auront à cœur de transformer positivement la société qui les entoure. Ce film m'a permis de faire certaines des plus belles rencontres de ma vie » – Judith Grumbach

### À VOS AGENDAS !

**Manifestation de la fonction publique, mardi 22 mai à 14 h**, Place de la République, à l'appel de CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF Île-de-France.

**Fête des terres de Gonesse, dimanche 27 mai, de 10 h à 18 h**, pour dire non à EuropaCity, oui au projet alternatif CARMA (Coopération pour une ambition rurale et métropolitaine d'avenir). Renseignements : <http://nonaeuropacity.com/>

**Rassemblement des précaires de l'éducation, mercredi 30 mai à 15 h**, pour exiger le renouvellement de leurs contrats. Rectorat de Paris, 12 bd d'Indochine.

**Procès des 1000 vaches, jeudi 31 mai à 9 h**, Palais de justice d'Amiens, 14 rue Robert de Luzarches, où comparaissent six membres de la Confédération paysanne.

**Pour le retrait du projet de loi asile-immigration, samedi 2 juin à 14 h**, Place de la République.

**Passage de la Marche citoyenne Vintimille-La Roya-Calais-Douvres, dimanche 17 juin à Paris** (lieu à préciser).

### ATTAC, QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

Site Attac France : [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

Comité local 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> :

[attacparis20@attac.org](mailto:attacparis20@attac.org) ou

1-3 rue Frédéric-Lemaître - 75020 Paris

Informations, réflexions, campagnes :  
<http://attac-paris19-20.org/>

Attac est présente  
dans plus de quarante pays.

# REJOIGNONS LA MARÉE POPULAIRE LE SAMEDI 26 MAI

En un an, Emmanuel Macron s'est révélé dans toute son imposture : lui qui se voulait en même temps de gauche et de droite applique la politique dont rêvait la droite néolibérale et réactionnaire. Il a parié sur l'anesthésie de la société, mais les citoyens se soulèvent de plus en plus nombreux contre son « business model » et proposent un autre projet de société. Attac et la Fondation Copernic y ont vu, pour la première fois, un cadre permettant d'appeler à une mobilisation sociale, populaire et citoyenne, au plan national. Elles ont réuni des forces syndicales, associatives et politiques pour leur proposer de se mobiliser ensemble, sur un pied d'égalité et de respect mutuel. De ces rendez-vous est né l'appel à une « marée populaire » que nous reproduisons ici.

Un constat s'impose ! Emmanuel Macron, son gouvernement et le Medef sont décidés à imposer coûte que coûte une restructuration en profondeur de la société française : politique d'austérité, destruction des droits des salariés, introduction de la sélection à l'entrée de l'université, casse des services publics, aggravation du sort des sans-emplois, réorganisation aggravant les inégalités en matière d'accès à la justice, réforme fiscale favorable aux plus riches, loi répressive contre les migrants, priorité donnée au secret des affaires contre le droit à l'information, introduction de l'état d'urgence dans le droit commun, répression des mouvements sociaux et des jeunes des quartiers populaires, utilisation de l'égalité femmes-hommes comme simple outil de communication, sans moyens financiers, alors que les femmes sont les premières concernées par les régressions sociales... sans oublier une politique militariste au niveau international.

La multiplication des mesures prises avec brutalité sur tous les fronts a un objectif, celui de créer un effet de sidération et espérer ainsi empêcher toute riposte. Le patronat profite de la situation pour multiplier les restructurations et rester sourd aux revendications du monde du travail. En s'en prenant aux personnels à statut, en particulier aux cheminot.es, Emmanuel Macron espère, s'il l'emporte, casser tout esprit de résistance.

Ce coup de force peut échouer, car les mobilisations se multiplient dans le pays, chacune avec sa spécificité : journée nationale d'action, grèves, occupation d'universités, manifestations... Il appartient évidemment aux organisations syndicales de décider, avec les personnels concernés, de leurs formes d'action. Chacune d'entre elles a, a priori, des ressorts différents, mais au-delà de tel ou tel aspect, ce dont il est question concerne la nature même de la société dans laquelle nous voulons vivre.

Voulons-nous vivre dans une société où les droits sociaux seraient réduits à néant, où les services publics et la sécurité sociale auraient disparu, où l'inégalité de traitement des territoires serait la règle, où l'accès à l'université serait de plus en plus réduit, où les lanceuses et lanceurs d'alerte et journalistes seraient bâillonnés, où les défis écologiques seraient soumis aux intérêts de la finance, où le logement, les HLM et les locataires seraient marchandises, où la lutte contre les discriminations se réduit à des discours ? Ou, au contraire, voulons-nous une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, plus égalitaire avec un meilleur partage des richesses ? Tel est l'enjeu.

**Tous ensemble... c'est possible!**

Le gouvernement espère que ces mobilisations sectorielles restent isolées et qu'il pourra les défaire les unes après les autres en tenant bon, en les laissant s'épuiser ou en les réprimant. Affichant sa détermination, il espère ainsi nous décourager. Il se trompe, comme le montre la multiplication des collectifs citoyens en lien avec les salarié.es, les retraité.es et les étudiant.es, ainsi que le succès de la solidarité aux grévistes. Il s'agit maintenant d'aller plus loin et, toutes et tous ensemble, d'affirmer dans la rue que des alternatives existent, que nous ne nous résignons pas au sort que nous promet ce gouvernement. Il faut le forcer à nous entendre et à retirer ses projets.

Dans le respect de nos champs d'interventions respectifs, nous voulons aller au-delà de toutes les mobilisations positives qui existent déjà et rassembler toutes les forces sociales, syndicales, associatives, politiques pour construire et réussir ensemble un grand rendez-vous citoyen.

**Partout en France, organisons le samedi 26 mai une marée populaire pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité.**



Signataires : Alternative et autogestion, Alternative Libertaire, APEIS, ATTAC, Climat social, Collectif des Associations Citoyennes, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif La Fête à Macron, Confédération Générale du Travail, Coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Convergence nationale de défense des services publics, DIFD, DIEM25, Droit au Logement, Écologie sociale, Europe Ecologie Les Verts, Les Éffronté.es, Ensemble !, Femmes Égalité, Fondation Copernic, France Insoumise, Gauche Démocratique et Sociale, Génération.s, MJCF, Mouvement Ecolo, Mouvement National des Chômeurs et Précaires, Nouvelle Donne, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, PCOF, PCRF, République et Socialisme, Résistance Sociale, Snesup-FSU, Solidaires, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, UEC, UNEF, UNL.

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Email.....

J'adhère à Attac et je verse pour l'année civile.....€

### Ressources mensuelles et cotisation avec Lignes d'Attac

de 0 à 450 €.....	13 € - de 1600 à 2300 €.....	65 €
de 450 à 900 €.....	21 € - de 2300 à 3000 €.....	84 €
de 900 à 1200 €.....	35 € - de 3000 à 4000 €.....	120 €
de 1200 à 1600 €.....	48 € - au-delà de 4000 €.....	160 €

**Bulletin à renvoyer accompagné d'un chèque bancaire ou postal à :**

Attac Service adhésions - 21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris